

Délibération n°  
2023-12-03

République Française  
Liberté – Égalité – Fraternité

-----  
DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR  
-----

VILLE DE MAINVILLIERS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de la  
convocation :  
29/11/2023

Séance ordinaire du 05 décembre 2023

Date d'affichage de  
l'ordre du jour :  
29/11/2023

**Objet : Exercice 2024 – Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).**

L'an deux mille vingt-trois, le onze octobre à 18 h 41, le Conseil Municipal, légalement convoqué le vingt-neuf novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni sous la Présidence de :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire.

Étaient également présents :

C. DEFRANCE, S. MONTBAILLY, R. CANALE, R-F. CHARON, S. VICENTE, G. BOUSTEAU, L. FERNANDES, J-P. RAFAT, J. GUILLEMET, A. BUREAU, H. GADIO (19h01), M. MAHI, D. DUBOIS, S. KASMI, I. MONDOT (19h01), P. MERCIER, J. MALLOL, B. VINSOT, F. GUINCETRE, M. KONATE (18h50), F. MARIE, A. ALHASAN, M. CIBOIS (départ à 19h38), A. MASSA, P. COUTURIER, C. JURE.

Absents représentés :

H. GADIO représenté (jusqu'à 19h01) par J-P. RAFAT,  
I. MONDOT représentée (jusqu'à 19h01) par G. BOUSTEAU,  
Y. SAIDI représentée par R. CANALE,  
M. EDMOND représentée par J. GUILLEMET,  
M. KONATE représentée (jusqu'à 18h50) par B. VINSOT,  
E. NTOMBANI représentée par M. BONTHOUX,  
S. MILON-AUGUSTE représentée par M. MASSA,  
C. JUBAULT représentée par C. JURE,  
M. CIBOIS représenté (à partir de 19h38) par P. COUTURIER.

Absents non représentés :

A. BOUSLIMANI

Elu n'ayant pas pris part au vote : (pour les délibérations N°2023-12-04 et 2023-12-05)  
S. KASMI

Secrétaire de séance :

Madame Laetitia FERNANDES a été désignée secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20231205-2023-12-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/12/2023

Par délégation du Maire, Le responsable du  
secrétariat général, Luc BRUNET



**Objet : Exercice 2024 – Rapport valant Débat d’Orientation Budgétaire (DOB).**

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances, Prospectives et Marchés publics :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312-1, L.5211-36, L.3312-1 et L.4312-1 relatifs à l’organisation d’un débat d’orientation budgétaire (D.O.B.) pour les communes de plus de 3 500 habitants ;

Vu la loi N°2018-32 du 22 janvier 2018 dite Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 et notamment l’article 13 – II ;

Considérant que le D.O.B. doit être inscrit à l’ordre du jour de l’Assemblée délibérante dans les dix semaines précédant l’examen du budget primitif de la collectivité,

Considérant que le D.O.B. expose, dans un rapport, les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette,

Considérant qu’à l’occasion du D.O.B, chaque collectivité territoriale [...] présente ses objectifs concernant :

1° L’évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L’évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de la dette ;

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l’ensemble des budgets annexes ;

Considérant que dans les communes de plus de 10 000 habitants, ledit rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l’évolution des dépenses et

~~des effectifs ; dans ce même rapport, il est précisé notamment l’évolution prévisionnelle et l’exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages et du~~

~~temps de travail,~~

Accusé de réception du Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20231205-2023-12-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception et traitement

Par délégation du Maire, Le responsable du  
secrétariat général. Luc BRUNET



Considérant que le D.O.B. n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel, mais qu'il doit permettre à l'Assemblée délibérante de débattre des orientations proposées par l'exécutif. En aucun cas le vote n'a vocation à approuver les orientations proposées.

Sur la base du rapport joint à la convocation du 29 novembre 2023, le débat est ouvert.

**Le Conseil Municipal**  
après en avoir délibéré,  
à l'unanimité,

**PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de la transmission du rapport de débat d'orientation budgétaire joint à la convocation des conseillers municipaux de la présente séance.

*Il est à noter que dès lors que l'assemblée délibérante du conseil municipal aura pris acte de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire, le rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre.*

*Le rapport est mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville, Place du Marché 28300 MAINVILLIERS aux horaires d'ouverture au public. Une publication du rapport est également disponible sur le site Internet de la commune, à savoir : <http://www.ville-mainvilliers.fr>.*

Le **06 DEC. 2023**

Par délégation du Maire,  
La Directrice Générale des Services,  
Patricia MUND-GABORIAU



**- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -**

De la publication sur le site internet de la ville : <http://www.ville-mainvilliers.fr/> le **08 DEC. 2023**

De la notification le : **08 DEC. 2023**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20231205-2023-12-03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/12/2023

Par délégation du Maire, Le responsable du  
secrétariat général, Luc BRUNET



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application Informatique «Télérecours Citoyens», accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans les formes et délais prévues aux articles L 2122-13 et D 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Mainvilliers

ville-mainvilliers.fr

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

**05 décembre 2023**

# 1. LE CONTEXTE NATIONAL

## LE CONTEXTE NATIONAL : INTRODUCTION

### 1. 1 Un projet de loi de finances 2024 qui interpelle le monde local :

Après les précédentes lois de programmation des finances publiques qui ont **réduit** de manière significative **les marges de manœuvre** des collectivités territoriales, la Loi de finances 2024 qui s'inscrit dans un **contexte de crise** (de l'énergie, de dette publique forte, des produits agricoles) suscite un **goût d'inachevé**.

En effet, cette loi entérine quelques **évolutions significatives** :

- Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local,
- Hausse de la DGF (*abondement de +220 millions d'euros*),
- Augmentation du FCTVA (*due à l'élargissement de l'assiette avec l'éligibilité des dépenses d'aménagement des terrains*).

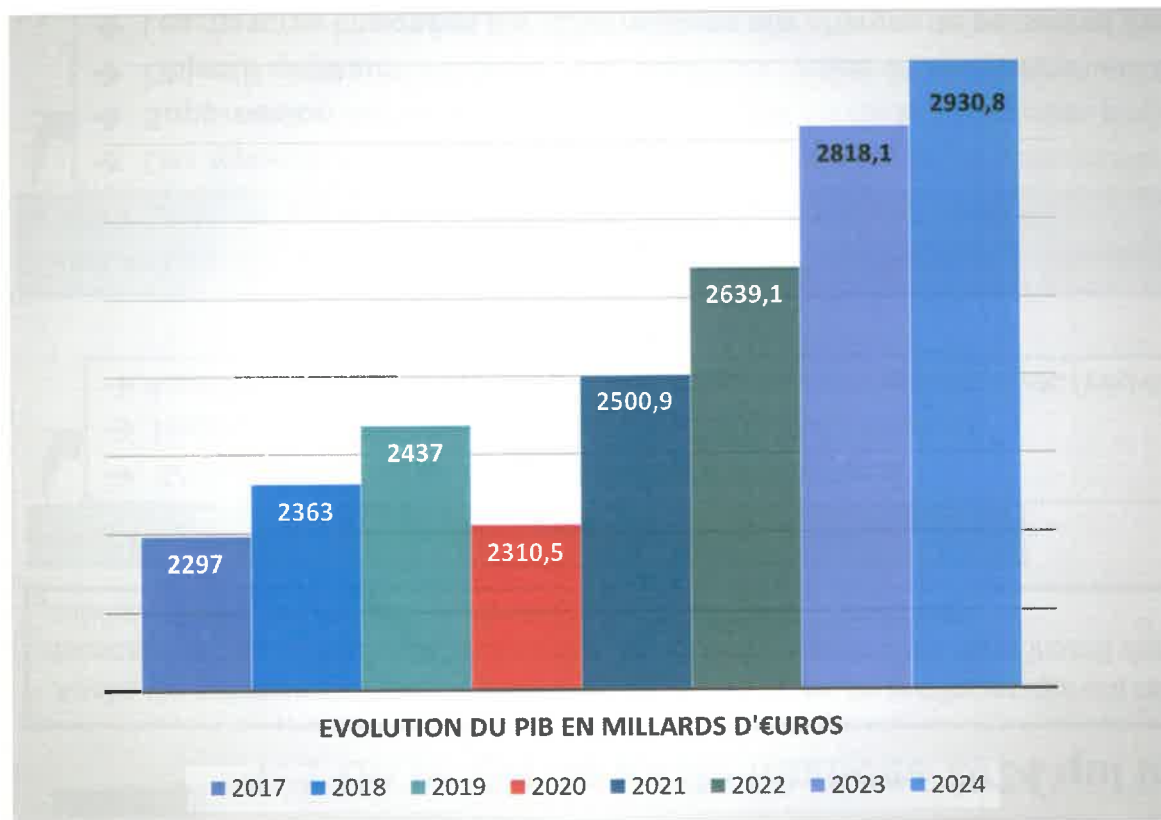
**Sans rassurer** pour autant les élus sur le niveau global de ressources dont ils pourront bénéficier, alors qu'il leur revient en premier plan de conduire la transition écologique dans leur territoire :

- Des réponses toujours en attente sur la **pérennité** de certains dispositifs de compensation (*T.H. et CVAE*),
- **Suppression** des aides financières pour lutter contre la hausse des prix sur l'énergie (*-1,5 Md€*),
- **Objectif contraint** d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement dans la loi de programmation 2023-2027,
- Les mesures **imposées** par l'Etat relatives aux charges de personnel (*hausse du point d'indice, mesures catégorielles*, vont impacter en année pleine les collectivités et ce, toujours **sans aucune compensation** dans le PLF 2024.
- **Spécialisation des financements** (*ciblage des aides sur des fonds dédiés à la rénovation énergétique et à la transition environnementale*).



## LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

### 1. 2 L'évolution du Produit Intérieur Brut



**2020 : Effondrement** dû à la forte baisse de la production globale liée à la **crise sanitaire**.

**2021/2022: Rebond** de l'activité après la crise, rendu possible avec les levées des restrictions sanitaires. Ce rebond s'est toutefois heurté aux **tensions d'approvisionnement**, au climat d'incertitude lié à la **guerre en Ukraine** ainsi qu'à la **hausse des prix des matières premières**.

**2023** : Les effets négatifs des chocs sur l'activité **se dissipent** progressivement. Les prix des matières premières se détendent, le pic d'inflation est passé, les parts de marchés à l'exportation rebondissent, et l'**activité retrouve de l'élan**.

**2024 : PREVISION DU GOUVERNEMENT = +4%**  
Rebond progressif de la consommation des ménages, grâce à la **décrue de l'inflation**. Les exportations seraient également bien orientées, profitant d'un **rebond du commerce mondial**. Le commerce extérieur serait légèrement positif. En revanche, l'investissement pâtirait de la hausse des taux d'intérêts et celui des ménages continuerait de reculer.



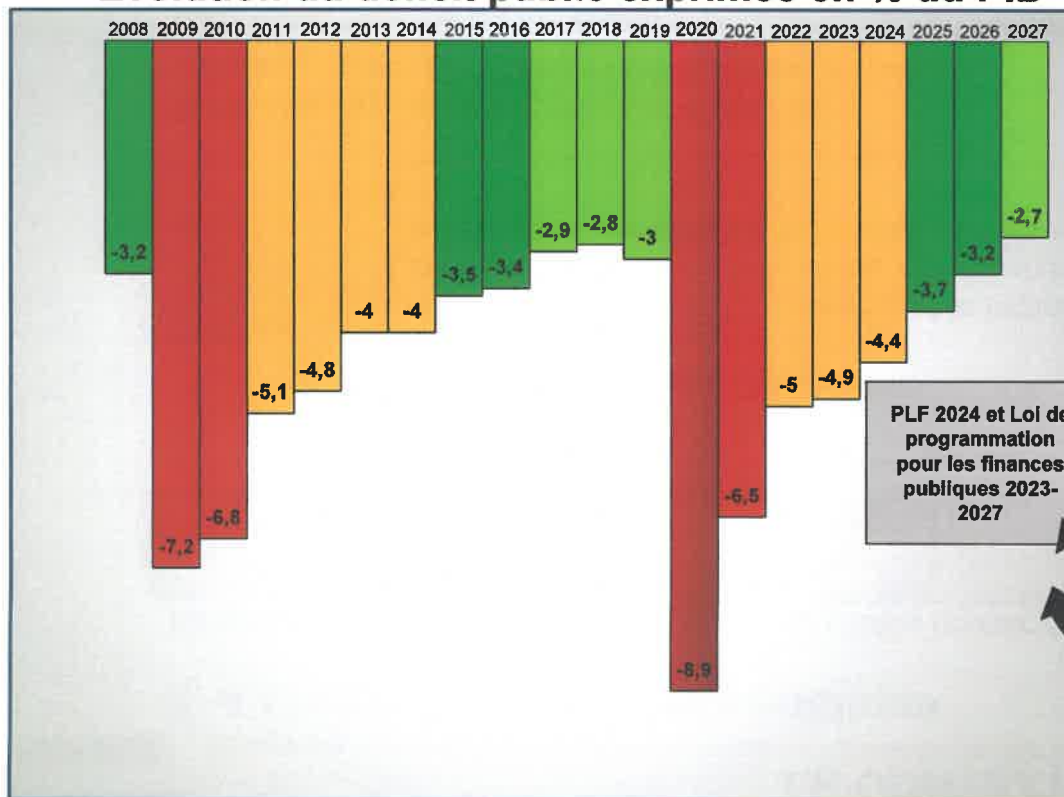
Cette prévision repose sur des **hypothèses optimistes**. De nouvelles **coupes budgétaires** sont à prévoir afin de réduire le **déficit public** à long terme et pour le rétablissement du **ratio dette/PIB** sur une trajectoire soutenable, d'autant plus que la dette restera élevée avec la hausse sans précédent des taux d'intérêts de la Banque Centrale Européenne.



## LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

### 1. 3 La trajectoire du déficit public

#### Evolution du déficit public exprimée en % du PIB



**1973** : dernier excédent du Trésor

**2009-2010** : crise financière

**2020** : niveau historique de -8,9 % du produit intérieur brut. Conséquence du **Covid-19** et de la récession économique qui en résulte.

**2022-2023** : trajectoire du déficit restant à un niveau encore élevé, conséquence des mesures de l'Etat face à la crise de l'énergie et du conflit Ukrainien.

**2024** : Avec une croissance établie à 1,4 %, l'amélioration du solde s'explique notamment par la **sortie** progressive des mesures temporaires relatives à la hausse des prix de l'énergie, de relance et de soutien. **Fin du "quoi qu'il en coûte"**.

**2027** : retour sous le plafond des -3% selon le Gouvernement.



## LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

### 1. 4 L'évolution de la dette publique

**La dette publique** = l'ensemble des emprunts publics contractés par l'État, la Sécurité sociale, les ODAC et les collectivités territoriales

**La dette : 3 046,9 Milliards d'euros** à la fin du deuxième trimestre 2023\* (Source : INSEE)



**doit rester inférieure à 60% du PIB**

Nouveau record en 2020 : conséquence logique de la stratégie du « **quoi qu'il en coûte** » et des mesures de soutien liées à la crise sanitaire et au plan de relance.

Le gouvernement prévoit une réduction du ratio à partir de 2025 à un rythme très modéré pour atteindre **108,1% en 2027**.

Cette prévision reste bien en deçà des attentes de la Commission européenne et demeure plus lente que celle des autres grands pays de la zone euro.

**Evolution de la dette exprimée en % du PIB**  
pour la comparer aux richesses produites par la France :

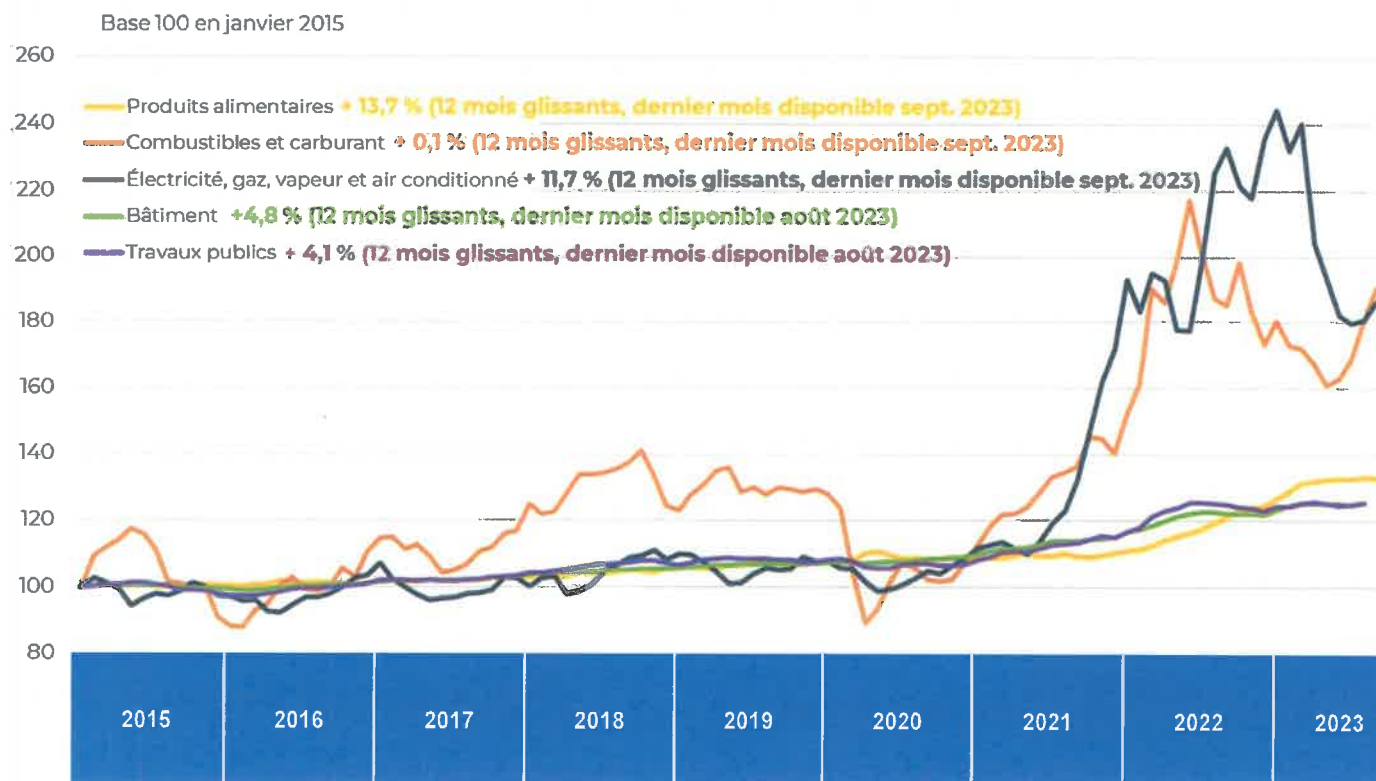
1995	2005	2009	2012	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
56,1%	67,4%	83%	90,6%	98,4%	98,7%	115,1%	112,9%	111,8%	112,5%

à la fin du 2T  
2023

## LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

### 1.5 Focus sur l'inflation

#### Indices de prix impactant la dépense locale



Source : Indices Insee

## LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

### 1. 6 La Loi de Programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027.

→ **Prévision des concours financiers de l'Etat :**

P.L.F.	2023	2024	2025	2026	2027
En Milliards d'euros	54,9	54,4	54,9	55,6	56

→ **Pour les collectivités locales** : après les contrats de Cahors et le "pacte de confiance", mise en place d'un nouveau **"cadre de dialogue"**

Fixation d'un **objectif national d'évolution des dépenses** réelles de fonctionnement plus stricte par strates (*Régions, Départements et bloc communal*).

Sanctions en cas de non-respect. (article 16 du PLF)

P.L.F.	2023	2024	2025	2026	2027
Inflation prévisionnelle	5,3%	2,5%	2,0%	1,8%	1,8%
Evolution des dépenses	4,8%	2,0%	1,5%	1,3%	1,3%



**Si la strate respecte l'objectif assigné** : personne ne sera inquiété quel que soit son résultat individuel.

**Si la strate mord le trait** : les collectivités ayant contribué à ce mauvais résultat collectif se verront imposer deux sanctions : la privation immédiate de subventions d'investissement et la fixation par le préfet d'une trajectoire de retour à la norme par la signature d'un contrat.

## LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

### 1. 7 La loi de finances 2024 : les mesures emblématiques pour les communes

→ **Mesures en faveur de la planification écologique** : **7** milliards € d'enveloppe supplémentaire

Dont le **Fonds vert** en faveur des collectivités (+0,8 milliard) afin de les inciter à orienter leurs investissements en faveur de la planification écologique.



→ **Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local** = **1,8** milliard pour 2024 dont :

- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : **1 046** millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : **570** millions €
- Dotation politique de la ville (DPV) : **150** millions €



→ **FCTVA** (Fonds de compensation de la TVA) progresse de 6% pour atteindre **7,1** millions.

#### → **Aménagement de la fiscalité des logements :**



- **Logements sociaux** : afin d'inciter à la rénovation lourde des logements sociaux, **exonération de la taxe foncière(PB)** payée par les bailleurs sociaux, pendant une durée de **15 ans à 25 ans**. Aucune compensation financière envisagée pour les collectivités.
- **Politique de la ville** : prolongement jusqu'en 2024 de **l'abattement de 30% de la taxe foncière** pour les logements sociaux situés en QPV (article 1388 bis CGI), puis sa prorogation sur la durée de la prochaine génération de contrats de ville. (article 7 du PLF)
- **Performance énergétique des logements** :



- 1) **exonération de 3 ans** de la TFPB pour les logements de plus de 10 ans, du fait de travaux de rénovation sur les 3 dernières années.
- 2) **exonération entre 5 et 15 ans** de la TFPB pour les logements neufs dont le niveau de performance énergétique est supérieur à celui imposé par la législation.

Ces exonérations qui s'appliquent désormais de droit, peuvent être limitées ou supprimées par délibération du conseil municipal.

## LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

### 1. 7 La loi de finances 2024 : les mesures emblématiques pour les communes (suite)

#### → Aménagement de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

La loi de finances pour 2021 avait initié l'allègement de l'imposition des entreprises françaises afin de soutenir leur compétitivité, notamment en divisant par deux le taux de CVAE.

La loi de finances pour 2023 a été plus loin en supprimant progressivement la CVAE pour les entreprises (taux 2023 réduit puis suppression complète en 2027).

Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE **est effective dès 2023** et est **compensée par une fraction de TVA nationale**.

**QUID DE LA PERENNITE DE CETTE COMPENSATION**



→ **Contrats de ville** : Les nouveaux contrats de ville « Engagement 2030 » doivent s'appliquer à compter de 2024, avec une signature avant le 31 mars en métropole. Cet amendement vient préciser que les contrats de ville existants s'appliquent une année de plus (jusqu'au 31 décembre 2024).

De plus, il indique qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2024, en France métropolitaine, il est possible d'appliquer les mesures financières pour les collectivités comprenant au moins un quartier prioritaire même en l'absence de contrat de ville nouvellement signé.



## LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

### 1. 7 La loi de finances 2024 : les mesures emblématiques pour les communes (fin)

→ **Police de la publicité extérieure** : la compétence de la police de la publicité extérieure est transférée aux communes dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve d'une compensation financière des charges engendrées. En attente de la parution de l'amendement.



→ **Généralisation du Compte Financier Unique**, imposée à toutes les collectivités à compter de 2026.

→ **Adaptation des comptes administratifs** :

- dès 2024, pour les collectivités de plus de 10 000 habitants, institution d'une **annexe** « **impact du budget pour la transition écologique** »
- **Présentation des dépenses d'investissement** contribuant positivement ou négativement aux objectifs de transition écologique de la France.
- Indication de la part de **la dette verte** dans la dette totale.



## LE CONTEXTE NATIONAL : CONCLUSION

### 1. 8 conclusion : quelle gouvernance financière pour les collectivités ?

Le PLF 2024 est marqué par la **lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public** dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de **remontée des taux d'intérêt**.

Après avoir connu une baisse drastique puis un gel des dotations de l'Etat, les collectivités doivent désormais également faire face à d'importantes inconnues non résolues par le PLF 2024 et qui rendent l'exercice de l'élaboration du **budget primitif 2024 pour le moins périlleux** :

- L'évolution des crises exogènes et leurs **répercussions** sur les finances locales.
- La capacité de l'Etat à **faire face**.
- Les réformes (en cours et futures) qui n'apportent **aucune garantie de pleine compensation aux collectivités, et qui les prive à court terme de toute visibilité**.

Face à de telles interrogations et dans ce climat anxieux, comment les collectivités peuvent-elles sereinement bâtir d'une part des perspectives financières dégagant des marges de manœuvre, et d'autre part, s'impliquer pleinement dans le Plan de relance comme le souhaiterait le Gouvernement ?

Pour les aider, à l'heure où le **principe** pourtant constitutionnel de la **libre administration** des collectivités **est de plus en plus remis en cause**, puisque les recettes sont progressivement administrées par l'Etat et que les dépenses de fonctionnement sont à nouveau encadrées, il faudrait avant tout instaurer **une réelle concertation** que les associations d'élus réclament déjà depuis quelques temps...





## **2. BUDGET PRINCIPAL**

### **Rétrospective et atterrissage 2023**

## MAINVILLIERS EN 2023 – LE BUDGET COMMUNAL

### 2. 1 Evolution de la section de fonctionnement

#### HISTORIQUE : Recettes réelles de fonctionnement

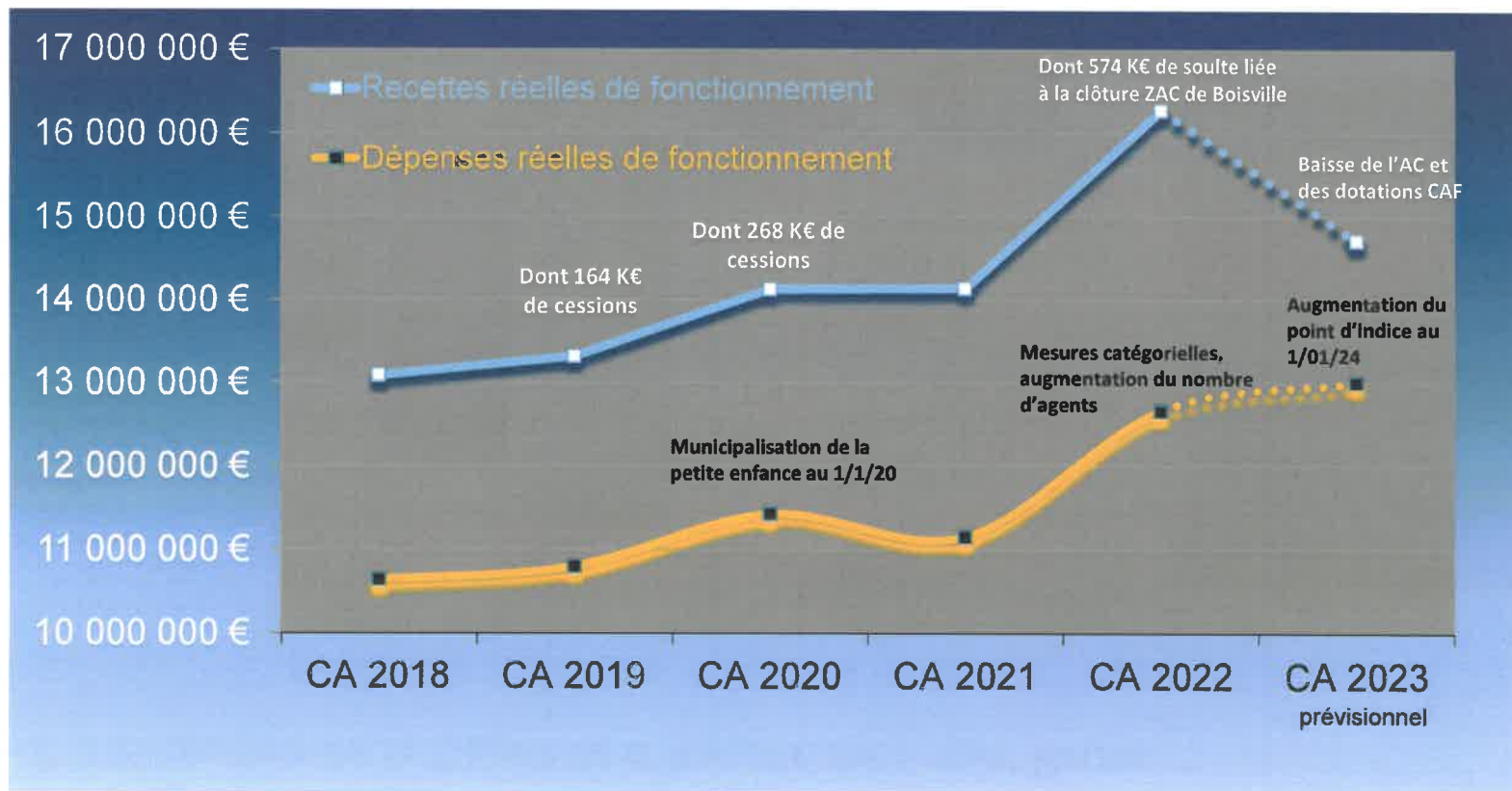
Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prévision)
En K€	13 084 K€	13 321 K€	14 130 K€	14 139 K€	16 275 K€	14 706 K€

#### HISTORIQUE : Dépenses réelles de fonctionnement

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prévision)
En K€	10 639 K€	10 795 K€	11 419 K€	11 150 K€	12 661 K€	13 005 K€

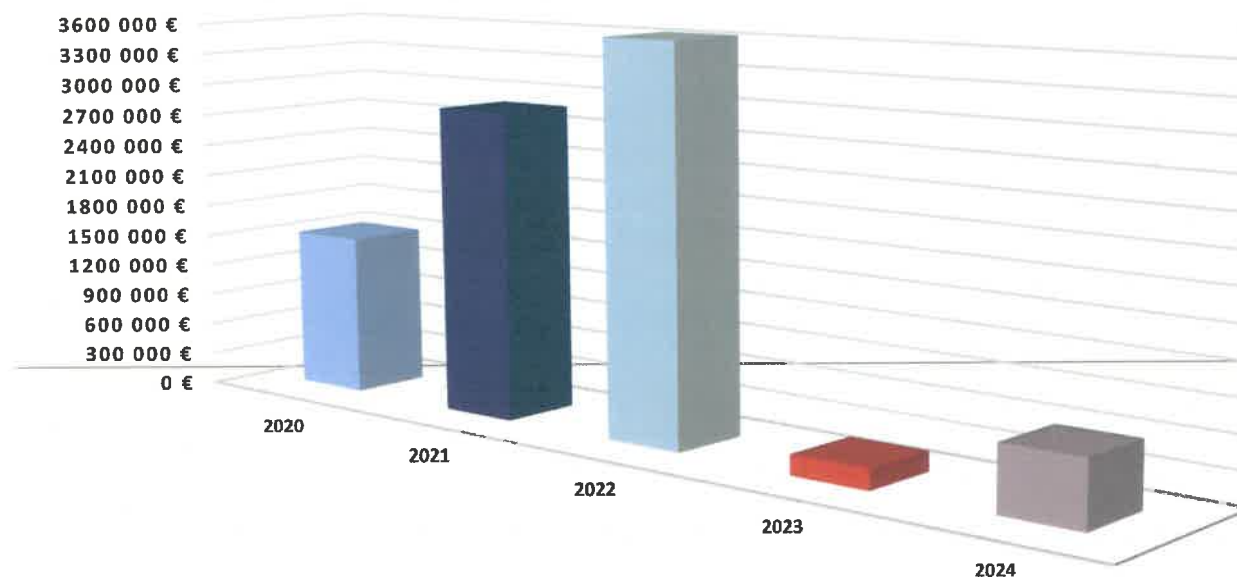
## RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 2. 2 Evolution de la section de fonctionnement



## FOCUS SUR L'AUTOFINANCEMENT

### 2. 3 Evolution de la Capacité d'Autofinancement Brute



EVOLUTION DE LA CAF BRUTE	MONTANT
2020	1 519 575 €
2021	2 878 440 €
2022	3 632 122 €
2023	184 357 €
2024 (prévisionnel)	605 147 €

## MAINVILLIERS EN 2023 – LE BUDGET COMMUNAL

### 2. 4 Les recettes d'investissement

**HISTORIQUE : Recettes réelles d'investissement** (*hors restes à réaliser et excédents de fonctionnement capitalisés*)

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prévisionnel)
<b>Montant</b>	<b>912 K€</b>	<b>869 K€</b>	<b>653 K€</b>	<b>1 378 K€</b>	<b>2 259 K€</b>	<b>3 420 K€</b>
<i>Subventions</i>	79 K€	250 K€	99 K€	799 K€	1 329 K€	1 287 K€
<i>FCTVA</i>	220 K€	463 K€	377 K€	394 K€	784 K€	941 K€
<i>Taxe d'aménagement</i>	136 K€	105 K€	81 K€	112 K€	80 K€	80 K€
<i>Amendes de police</i>	76 K€	50 K€	95 K€	69 K€	65 K€	111 K€
<i>Emprunt, avances de trésorerie, cautionnement</i>	401 K€	1 K€	1 K€	4 K€	1 K€	1 001 K€

## MAINVILLIERS EN 2023 – LE BUDGET COMMUNAL

### 2. 5 Les dépenses d'investissement

**HISTORIQUE : Dépenses réelles d'investissement** *(hors remboursement du capital de la dette)*

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prévisionnel)
Montant	2 907 K€	2 515 K€	2 571 K€	6 463 K€	8 352 K€	4 450 K€

Années	Dépenses d'équipement/habitants	Ratio 2021 de la strate moyenne nationale*
2018	253 €	Des communes de 10 000 à moins de 20 000 habitants = <b>296 €/hab.</b>
2019	219 €	
2020	217 €	De la Région-Centre Val de Loire = <b>43 €/hab.</b> Du Conseil départemental = <b>127€/hab.</b>
2021	563 €	
2022	733 €	*Sources : DGFIP-Comptes de gestion – Calculs DGCL – INSEE recensement de la population 2021
2023 (prévisionnel)	390 €	



## 3. LES ORIENTATIONS 2024



### 3. 1 Recettes globales de fonctionnement : hypothèses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2023	DOB 2024 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
013	ATTENUATIONS DE CHARGES ( <i>remboursement de charges de personnel</i> )	100 K€	100 K€	Prévision établie sur une moyenne des années précédentes
042	OPERATIONS D'ORDRE	56 K€	56 K€	Amortissement des subventions – montant stable
70	PRODUITS DES SERVICES	604 K€	596 K€	Globalement stable
73	IMPOTS ET TAXES	8 300 K€	8 996 K€	Voir diapositive suivante
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 209 K€	5 295 K€	Voir diapositive suivante
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	153 K€	180 K€	Réévaluation des loyers et des locations de salles
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 K€	2 K€	Réduction de la prévision du montant inscrit pour l'annulation des mandats émis sur exercices antérieurs
TOTAL GENERAL		14 432 K€	15 225 K€	

## 3. 2 Détail des impôts et taxes (chapitre 73)

IMPOTS ET TAXES	BP 2023	DOB 2024 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Impôts directs locaux	6 540 K€	7 192 K€	Revalorisation nominale des bases et du taux de la taxe foncière bâtie.
Dotation de Solidarité Communautaire	800 K€	800 K€	Versée par Chartres Métropole.
Droits de mutation	360 K€	300 K€	Baisse liée à la crise immobilière (-16%).
Attribution de Compensation	190 K€	283 K€	BP 2023 sous-évalué dans l'attente de la CLECT, Baisse pérenne de l'A.C.
Taxe sur la consommation finale d'électricité	170 K€	171 K€	Taxe nationalisée, stable.
Taxe sur les déchets stockés	150 K€	151 K€	Reversement sur les déchets réceptionnés, montant stable.
Taxe locale sur la publicité extérieure et panneaux publicitaires	50 K€	64 K€	Augmentation liée à la meilleure gestion de recensement de la TLPE.
Droits de place	40 K€	35 K€	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 300 K€</b>	<b>8 996 K€</b>	

## 3. 3 Détail des dotations, subventions et participations (chapitre 74)

DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	BP 2023	DOB 2024 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Dotation Globale de Fonctionnement	3 820 K€	3 790 K€	Baisse du montant de la Dotation Nationale de péréquation .
Dotation C.A.F (Multi-accueil, ALSH, crèche familiale, RPE, espace parent)	597 K€	652 K€	Création de l'espace parentalité
Remboursement par Chartres Métropole liée au transport scolaire	50 K€	90 K€	BP 2023 sous-évalué.
Dotations de compensations Etat (au titre de la CET et des exonérations de taxes et diverses (FCTVA, Département...))	742 K€	763 K€	En attente de la confirmation de la compensation au titre de la CET
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 209 K€</b>	<b>5 295 K€</b>	

### 3. 4 Fiscalité 2024

## Constats

**Les taux ont été maintenus depuis 2005**

La volonté politique de la majorité est triple :

1. **Maintenir le même niveau de service public,**
2. **Poursuivre le programme d'investissement au profit des Mainvillois,**
3. **Assumer les affaires courantes.**

**En 2024, une variation différenciée des taux peut être envisagée :**

TAXE	PROPOSITION	TAUX 2023	TAUX 2024
Taxe foncière sur les propriétés bâties	Variation de <b>+5%</b>	53,23%	<b>55,89%</b>
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	<b>Maintien</b>	48,08%	<b>48,08%</b>
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	<b>Maintien</b>	15,11%	<b>15,11%</b>

Ratio de la strate	Communes de la strate	Mainvilliers
Produits des impositions directes/population	1 071 €	507 €

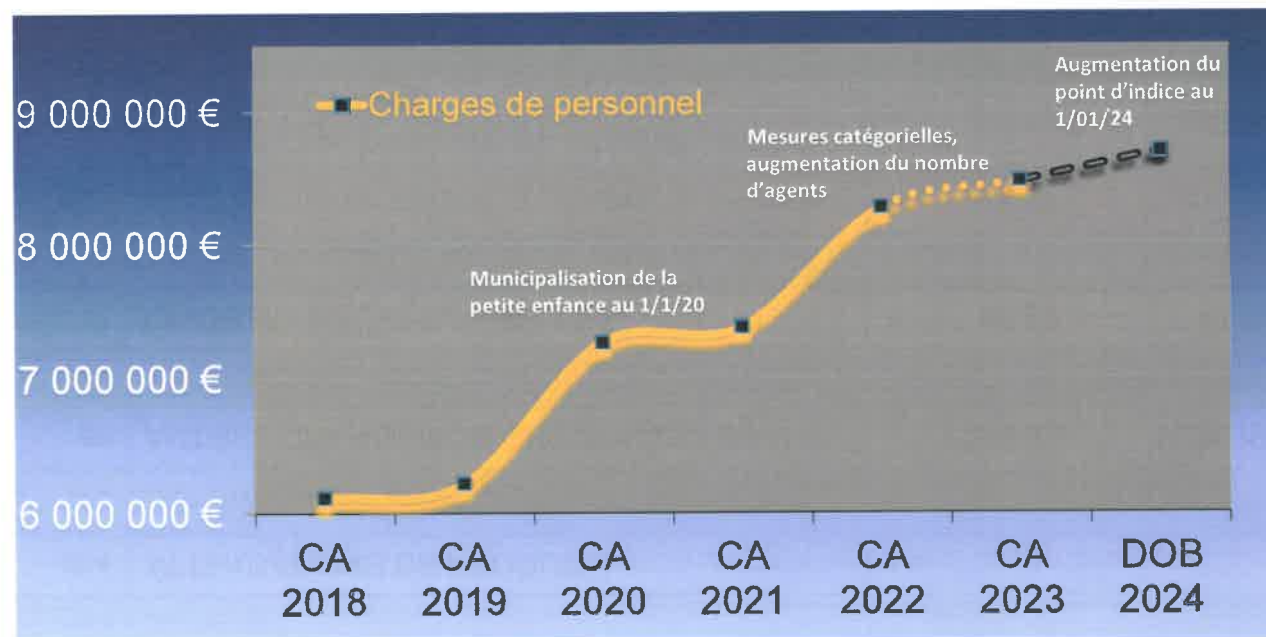


### 3. 5 Dépenses globales de fonctionnement : hypotheses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2023	DOB 2024 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 117 K€	<b>3 175 K€</b>	Seulement +1,86% d'augmentation lié aux efforts de gestion.
012	CHARGES DE PERSONNEL	8 590 K€	<b>8 700 K€</b>	Voir diapositive suivante.
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
022	DEPENSES IMPREVUES			Interdit en M57.
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 299 K€	<b>1 290 K€</b>	Subventions aux associations, au CCAS, au foyer, indemnités élus...
66	CHARGES FINANCIERES	31 K€	<b>65 K€</b>	Prise en compte des 2 nouveaux emprunts.
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 K€	<b>10 K€</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>		<b>13 047 K€</b>	<b>13 240 K€</b>	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	184 K€	<b>605 K€</b>	Autofinancement brut
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 201 K€	<b>1 380 K€</b>	Dotations aux amortissements.
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>1 385 K€</b>	<b>1 985 K€</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>14 432 K€</b>	<b>15 225 K€</b>	



### 3. 6 Les charges de personnel



CHARGES DE PERSONNEL		REMBOURSEMENT
ANNEES	DEPENSES	RECETTES
CA 2018	6 107 727 €	144 163 €
CA 2019	6 214 396 €	115 142 €
CA 2020	7 263 914 €	128 107 €
CA 2021	7 375 856 €	93 930 €
CA 2022	8 271 260 €	139 630 €
CA 2023 (prévisionnel)	8 473 540 €	150 000 €
DOB 2024	8 700 000 €	100 000 €

## 3. 6 Les charges de personnel (suite)

### Modalités d'organisation du temps de travail :

La délibération du 14 mars 2023 sur le règlement du temps de travail, a acté la suppression des jours de congés non prévus dans le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la **durée légale** du temps de travail qui est fixé à **1 607 heures**.



### Avantages en nature :

**2 agents** bénéficient actuellement d'un **logement** attribué pour **nécessité absolue de service**.

- **Tarification préférentielle** pour les agents communaux déjeunant au foyer restaurant

Marie-Hélène Foucart.



### REPARTITION 2023 DU NOMBRE D'AGENTS

CATEGORIES	NOMBRE
CATEGORIE C	225
CATEGORIE B	16
CATEGORIE A	17
HORS CAT*	21
<b>TOTAL</b>	<b>279</b>

### Prévision 2024 :

Pas de nouvelle création de postes et interrogation systématique sur le remplacement ou non d'un agent (suite à mutation, départ à la retraite...).

\* **Assistantes maternelles et intervenants scolaires**

### 3. 7 Recettes d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE RECETTES	DOB 2024 prévisionnel	OBSERVATIONS
OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS	<b>1 380 K€</b>	Dotations aux amortissements (pendant de la section de fonctionnement)
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	<b>605 K€</b>	Autofinancement brut
SUBVENTIONS	<b>604 K€</b>	Subvention de l'ANRU pour la construction du groupe scolaire (opération pluriannuelle)
DOTATIONS, FONDS DIVERS	<b>580 K€</b>	Fonds de Compensation de la TVA
EMPRUNTS	<b>369 K€</b>	Emprunt d'équilibre
SUBVENTIONS AFFECTEES A L'EQUIPEMENT	<b>90 K€</b>	Amendes de police
DOTATIONS, FONDS DIVERS	<b>60 K€</b>	Taxe d'aménagement
<b>MONTANT PREVISIONNEL</b>	<b>3 688 K€</b>	



### 3. 8 Dépenses d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE DEPENSES	DOB 2024 prévisionnel	OBSERVATIONS
Voiries	<b>1 295 K€</b>	Réfections diverses de voiries, dévoiement des réseaux.
Construction du groupe scolaire	<b>1 100 K€</b>	Opération pluriannuelle.
Bureau d'études bâtiments	<b>695 K€</b>	Dont contrats d'exploitations des installations thermiques, réfection toiture CSE, réaménagement des sanitaires de la maternelle Coubertin, aménagement d'un cabinet médical au-dessus de la poste etc.
Remboursement du capital de la dette et amortissement des subventions	<b>240 K€</b>	
Acquisition foncière	<b>170 K€</b>	
Equipements structurels	<b>138 K€</b>	Dont 55 K€ pour les projets participatifs, mobilier et équipements toutes structures, parc radio de communication pour la police municipale pour l'uniformisation avec Chartres Métropole, logiciels etc.
Remplacement parc de véhicules	<b>50 K€</b>	
<b>MONTANT PREVISIONNEL</b>	<b>3 688 K€</b>	

### 3. 9 La dette

	Années	Capital restant dû
<b>Extinction actuelle de la dette</b>  Typologie : 5 emprunts à taux fixes simples  Typologie Gissler : 1A	<b>2023</b>	2 024 521 €
	<b>2026</b>	1 465 590 €
	<b>2030</b>	786 620 €
	<b>2034</b>	647 309 €
	<b>2038</b>	486 716 €
	<b>2040</b>	397 441 €
	<b>2042</b>	301 589 €
	<b>2044</b>	198 675 €
	<b>2046</b>	88 180 €
	<b>2048</b>	0 €

### 3. 10 Evolution du besoin de financement annuel

	(En K€)	CA 2022	CA 2023 (Prévision)	DOB 2024 (Projet)
(1)	Recettes réelles de fonctionnement	16 219	14 706	15 170
(2)	Dépenses réelles de fonctionnement <i>(Hors charges financières)</i>	13 228	12 974	13 174
(3)	<b>Epargne brute = (1)-(2)</b>	<b>2 991</b>	<b>1 732</b>	<b>1 996</b>
(4)	Charges financières + Remboursement en capital de la dette	188	191	250
(5)	<b>Epargne nette disponible = (3)-(4)</b>	<b>2 803</b>	<b>1 541</b>	<b>1 746</b>
(6)	Recettes réelles d'investissement	2 258	3 420	1 334
(7)	<b>Capacité d'investissement = (5)+(6)</b>	<b>5 061</b>	<b>4 961</b>	<b>3 080</b>
(8)	Dépenses réelles d'investissement	8 352	4 450	3 448
(9)	<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>	<b>-3 291</b>	<b>511</b>	<b>-368</b>

## 4. LE FOYER COMMUNAL

## LE FOYER COMMUNAL

### 4. 1 Section de fonctionnement : les prévisions 2024

RECETTES		OBSERVATIONS
PRODUITS DES SERVICES	170 K€	Restaurant du foyer, portage à domicile.
SUBVENTION COMMUNALE	265,5 K€	Subvention de la commune pour équilibre de la section de fonctionnement.
SUBVENTION DU DEPARTEMENT	4,5 K€	Subvention pour la prévention de la perte d'autonomie pour les personnes âgées.
<b>TOTAUX</b>	<b>440 K€</b>	

DEPENSES		OBSERVATIONS
CHARGES A CARACTERE GENERAL	149 K€	Dont 90 K€ d'achat de produits alimentaires, fluides, fournitures, frais de repas des seniors.
CHARGES DE PERSONNEL	290 K€	
CHARGES DE GESTION COURANTE	1 K€	
<b>TOTAUX</b>	<b>440 K€</b>	

**De:** Régis MORANZONI  
**Envoyé:** vendredi 8 décembre 2023 19:07  
**À:** mathilde.lefebvre@dgfip.finances.gouv.fr  
**Cc:** Luc BRUNET; Soraya PUJOL; FOUCHER Sylvie (75); Isabelle BOUTICOURT  
**Objet:** RE: Délibérations à transmettre à qui de droit  
**Pièces jointes:** Délibération\_2023-12-01\_Décision modificative N°1 BP - VILLE.pdf; Délibération\_2023-12-02\_Décision modificative N°1 budget annexe - FOYER.pdf; Délibération\_2023-12-03\_Exercice 2024\_Rapport valant Débat d'Orientation budgétaire.pdf

Bonsoir madame Lefebvre,

Je vous adresse en pièces jointes les délibérations du conseil municipal de Mainvilliers relatives à 2 DM ainsi que la Délibération du DOB.

Je ne sais pas si c'est à vous que je dois directement vous les communiquer, si ce n'était pas le cas, je vous remercie par avance de bien vouloir me donner le nom des bons interlocuteurs.

Nous vous adresserons les flux des décisions modificatives en début de semaine prochaine.

Vous en souhaitant bonne réception,

Bien cordialement,

**Régis MORANZONI**

Directeur de la Pôlité Ressources - Ville de Mainvilliers

02 37 18 56 82

Hôtel de Ville - Place du Marché  
CS 31101 - 28305 Mainvilliers CEDEX

ville-mainvilliers.fr



**Mainvilliers**